

# Pôle de Renaissance Communiste en France

23 rue du haut de la noue – porte 176.92390 Villeneuve-la-Garenne

prcf@orange.fr / tel/fax 08 71 55 75 12- SITE INTERNET : [www.prcf.fr](http://www.prcf.fr)

**Initiative Communiste**, mensuel du **PRCF**

199 rue Zola, 62800 LIEVIN- tél. 03 21 45 41 88- SITE INTERNET : [www.initiative-communiste.fr](http://www.initiative-communiste.fr)



**Sarko-MEDEF et l'Union européenne  
étranglent les travailleurs et leur font payer la crise du capitalisme  
Ça ne peut plus durer, le 29 janvier doit être un début !**

**Préparons « en bas » la résistance  
et la contre-offensive populaire !**

**Construisons le tous ensemble et en même temps pour gagner !**

Alors que les banquiers privés et autres spéculateurs ont reçu des milliards d'argent public pour garantir leurs profits, alors que les entreprises du CAC 40 ont accumulé des centaines de milliards d'euros depuis des années et qu'elles continuent à réclamer des subventions publiques et des exonérations de « charges », l'ensemble de la population laborieuse est frappée par la crise et la régression sociale : **des millions de travailleurs (ouvriers mais aussi ingénieurs) subissent le chômage total ou partiel avec l'angoisse de nouvelles délocalisations à la clé ; 80 000 emplois seront supprimés en cinq ans dans l'Education nationale, les hôpitaux et les autres services publics ;** et comme si ça ne suffisait pas, **Sarko-MEDEF privatise à tout de bras (GDF, Poste...), casse tous les acquis sociaux** (retraites, sécu, indemnités chômage) **et les libertés (la France devient un Etat policier !)** tandis que les salaires sont comprimés depuis des années.

**Notre industrie, en particulier, et avec elle, toute la classe ouvrière de France, sont menacées de mort par le système capitaliste et par son Union européenne de malheur.** Car derrière l'« économie de marché ouverte sur le monde » et la « concurrence libre et non faussée » du traité de Maastricht et du traité de Lisbonne (c'est-à-dire la constitution européenne par les parlementaires UMP et PS contre la volonté du peuple), ce sont les travailleurs qui sont mis en concurrence et les délocalisations qui sont favorisées, pour le profit des grands groupes capitalistes qui font ainsi pression sur les

travailleurs de France et exploitent sans limite ceux des pays pauvres.

**En fait, c'est la France issue de 1789, du Front populaire, de la Résistance, de la Libération, de Mai 68, que détruisent méthodiquement le MEDEF, l'Union Maastrichtienne Patronale et leur maudite « construction européenne » capitaliste.** Celle-ci broie la souveraineté des peuples, démolit les acquis sociaux et réprime les travailleurs, de la Grèce à l'Italie de Berlusconi. En visite à Paris, le patron des patrons allemands a même osé sommer Sarkozy, qui n'a pourtant pas besoin de ce genre de « conseil », d'« empêcher de s'exprimer ceux qui critiquent le libre-échange et le capitalisme » : **la fascisation de l'UE qui assimile déjà la grève à un acte potentiellement terroriste, est en cours.** Et ce n'est pas la nomination au ministère du travail de Brice Hortefeux, l'homme qui a organisé... à Vichy (!) une euro-réunion sur l'immigration, qui peut nous rassurer !

Si nous ne contre-attaquons pas, des millions de salariés ayant trimé toute leur vie finiront sans pain, sans soins ni logis, comme ce fut le cas suite à la crise de 1929 ; et nos jeunes seront promis à une école au rabais et à la précarité à perpétuité ! Mais pour cela, **il serait naïf de compter sur le PS,** qui co-gère le capitalisme mondial avec Strauss-Kahn (directeur du FMI) et Pascal Lamy (directeur de l'Organisation Mondiale du Commerce), ou même, dans une moindre mesure, sur ceux qui rabattent sur l'UE en déclarant vouloir la rendre « sociale » alors qu'elle est

construite de A à Z par et pour les grands groupes capitalistes contre les travailleurs. **Comptons plutôt sur nos propres forces et sur notre unité anticapitaliste et anti-Maastricht.**

Car notre peuple résiste et si on s'y met tous, nous pouvons **stopper l'euro-sarko-broyeur.** En mai 2005, le peuple français a dit non à la constitution européenne contre les injonctions de la France d'en-haut. Fin 2008, les luttes se sont multipliées dans beaucoup de secteurs d'activité et les jeunes ont imposé à Darcos un 1<sup>er</sup> recul sur la contre-réforme des lycées ; déjà en 2006 les étudiants avaient eu la peau du CPE. A Renault-Sandouville, les ouvriers ont mis Sarko en fuite. A Douai, à l'appel de l'UL CGT qui se bat sur des bases de classe, les métallos, d'autres travailleurs et les lycéens ont massivement manifesté « tous ensemble ». **En Grèce, en Italie, en RFA, les salariés et les jeunes se dressent contre les capitalistes et leur U.E. dictatoriale.** Dans le monde, les peuples résistent aux impérialistes euro-américains et à leur « ordre » fondé sur le **massacre des Palestiniens** et sur le pillage des peuples du Sud condamnés à la faim... **En Amérique latine, Cuba, le Venezuela, la Bolivie, etc. dessinent les voies d'un socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle.**

Mais nous sentons tous que **lutter chacun dans son secteur ne suffit plus et que seul un rapport de forces de haut niveau et durable pourra faire reculer le pouvoir.** La Poste, l'Ecole, la SNCF, EDF, la Santé, etc. n'ont-elles pas intérêt à lutter ensemble alors qu'une seule politique

sarko-européenne détruit le service public ? Les salariés du public et du privé ne **subissent-ils pas tous le même capitalisme exploiteur** ? Le tous ensemble de la jeunesse et des salariés n'est-il pas ce qui effraie le plus le pouvoir ? Et pourquoi les directions syndicales nationales nous enferment-elles jusqu'à présent dans des « journées » d'action sans suite, qui nous mènent de défaite en défaite, alors que notre peuple aspire à une grande riposte d'ensemble ? Pourquoi la **France d'en bas**, salariés mais aussi *artisans, petits commerçants, paysans travailleurs*, ne s'unirait-elle pas, alors que l'appauvrissement des salariés ruine les petits patrons et que l'Europe actuelle n'est faite que pour le CAC 40 ?

Le PRCF soumet donc aux jeunes et aux salariés l'idée suivante :

**préparons en bas l'après-29 janvier.** Ne tolérons pas qu'une nouvelle fois, pour « coller » au jaunissant Chérèque, le « syndicaliste » favori de Sarko et du MEDEF, Thibault, Aschiéri et Mailly nous disent « *la balle est dans le camp de Sarko, on attend sa réponse et on veut négocier* ». Sa réponse, on la connaît déjà, c'est le programme du MEDEF et de l'UE : casser les acquis du Conseil National de la Résistance et la souveraineté populaire.

C'est pourquoi, partout, avec nos syndicats CGT, FSU, avec nos coordinations étudiantes et lycéennes, dans les ateliers, les services, sur les campus, débattons de la suite ; multiplions des contacts inter-pro ; débattons de suites de l'action (*arrêt prolongé de la production, blocage du*

*transport des marchandises, manifs étudiantes et salariées, marches sur Paris, AG de luttes pour cadrer démocratiquement et en bas les revendications et l'action ?*), exigeons un **calendrier syndical national de lutte, sans se soucier du freinage permanent de la CFDT, pour construire le tous ensemble à partir d'une plate-forme des revendications qui s'expriment à la base** . Parallèlement, défendons le **syndicalisme de lutte de classe** qui a tant apporté à notre peuple et interpellons les élus qui se réclament de la gauche et dont le rôle devrait être de relayer les besoins populaires et non d'accompagner les régressions européennes ni de brader l'argent public au grand patronat, comme Sarkozy !

### **Tous ensemble, et sans attendre, exigeons :**

**-l'interdiction des délocalisations et des licenciements collectifs**, avec nationalisation automatique (sans indemnités aux patrons) des entreprises qui licencient après avoir touché l'argent public ; le **versement intégral, aux frais des actionnaires, des salaires des travailleurs en chômage partiel** ; toute aide publique doit être placée sous le contrôle des travailleurs et de leurs instances élues (CE, CCE...) afin que cet argent serve à l'emploi, aux salaires et pas aux profits ou aux délocalisations.

**-l'arrêt total des privatisations, la re-nationalisation des entreprises privatisées par Jospin-Villepin-Sarko**, l'arrêt des suppressions de postes dans le service public, embauches massives dans l'éducation, la santé, la SNCF, et la titularisation des précaires, refus de commercialiser en France les produits d'usines délocalisées ;

**-le retrait et abrogation de l'ensemble des contre-réformes UMP passées**, présentes et à venir dans le domaine social (Sécu, statut de la fonction publique, Université, lycée, Recherche, retraites, ANPE...) et dans le domaine des libertés publiques (droit de grève, séparation des pouvoirs, laïcité de l'école et de l'Etat, respect du 29 mai 2005...);

**-défense et amélioration des statuts, du code du travail et des conventions collectives ;**

**-augmentation des salaires, le SMIC à 1600 € nets, retour à la retraite à 60 ans maxi avec 37 ans ½ de cotisation** (55 ans pour les travaux pénibles), **remboursement à 100% des soins médicaux, augmentation sérieuse des retraites, pensions, indemnités chômage et minima sociaux, annulation de la baisse du livret A et affectation de la totalité de l'épargne liée au Livret A au logement social...**

**-refus pur et simple des directives réactionnaires de l'Union européenne contraires au progrès social** (privatisation et libéralisation du rail, de la poste, etc., circulaire Bolkestein, processus de Lisbonne et de Barcelone sur les retraites, etc., refus d'appliquer toute directive de Bruxelles contraire au progrès social) ;

**-nationalisation des banques** (qui devraient appartenir à la nation sans bourse délier vu ce qui leur a été versé en « remerciement » de leur intelligent comportement !) pour financer aux moindres frais les besoins des PME et des salariés, pas les dividendes à deux chiffres des gros actionnaires !

**Etre battus séparément et successivement ou gagner tous ensemble et en même temps, il n'y a pas d'autre choix pour ceux qui refusent de devenir des esclaves du capitalisme, du fascisant pouvoir UMP et de leur Europe ultra-réactionnaire.**

### **Lisez Initiative Communiste, le journal mensuel du PRCF !**

Je m'abonne à **INITIATIVE COMMUNISTE**  
euros

un an = 22 euros ; 6 mois = 12

Nom, prénom..... courriel.....  
Adresse ..... téléphone.....